

## Document

### Les Européens esquissent l'avenir de la zone euro

(lepoint.fr)

**25 juin 2012**

***À quelques jours d'un sommet crucial, les dirigeants des institutions européennes ébauchent l'avenir de l'Union économique et monétaire.***

Mario Draghi avait appelé fin mai les Européens à clarifier leur vision de l'avenir de l'euro, sous peine de voir la monnaie unique emportée par la crise. Le président de la Banque centrale européenne est passé aux actes. Il devait adresser lundi soir aux États membres un rapport provisoire coécrit avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, celui de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et celui du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Le document d'une douzaine de pages, constitué de quatre parties, dessine les grandes lignes d'un approfondissement de l'Union économique et monétaire avant le sommet européen crucial des 28 et 29 juin.

La première décrit les caractéristiques de l'Union bancaire, une façon de donner "des perspectives à la fois aux banques et au marché". Cela passe par une autorité unique de contrôle des établissements financiers à l'échelle de la zone euro. La Commission milite pour que cette mission soit confiée à la Banque centrale européenne. Dans ce schéma, l'EBA (European Banking Authority), basée à Londres, qui joue aujourd'hui le rôle de coordinateur des régulateurs nationaux, resterait en place pour superviser les banques des pays qui n'appartiennent pas à l'Union monétaire, dont les britanniques. Un tel changement pourrait être opéré sur la base de l'article 127 du traité de Lisbonne et n'impliquerait donc pas de révision, selon une source proche du dossier.

#### ***Faire payer les banques en cas de défaillance***

Le texte propose également une garantie commune des dépôts bancaires (actuellement 100 000 euros), non plus au niveau national mais au niveau européen. Il recommande aussi aux chefs d'État et de gouvernement de créer un fonds de résolution des défaillances bancaires commun aux 27 pays de l'Union, alimenté par l'argent des établissements financiers. Les présidents des institutions européennes espèrent ainsi éviter de faire appel au contribuable pour renflouer les établissements en difficulté et rompre le lien entre le sauvetage des banques et l'endettement public. Il s'agit en fait de la reprise de la proposition du commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier, avec une mutualisation des fonds de résolution au niveau européen. Concrètement, l'argent versé par les banques d'un pays A pourra servir à gérer la défaillance d'une banque dans un pays B.

Sans s'engager sur la définition d'un calendrier, le rapport recommande ensuite de renforcer encore l'union budgétaire entre les membres de la zone euro, un point particulièrement sensible pour la France et l'Allemagne. José Manuel Barroso, Herman Van Rompuy, Jean-Claude Juncker et Mario Draghi envisagent, à terme, la création d'une "agence de la dette européenne", et même un Trésor européen !

## ***Souveraineté***

Autant d'évolutions qui prendront évidemment du temps : elles ne pourront voir pas voir le jour avant dix ou quinze ans, d'autant qu'elles nécessitent une révision des traités. Berlin ne veut d'ailleurs pas entendre parler d'euro-obligations, c'est-à-dire d'émissions de dette commune, tant qu'un renforcement substantiel sur le contrôle des budgets nationaux n'aura pas été entériné. Et c'est là que les discussions risquent d'achopper : les mesures qui viseraient à renforcer le contrôle européen sur les budgets nationaux restent à imaginer de façon à ce qu'elles soient acceptables, notamment pour la France, très jalouse de sa souveraineté en la matière.

Le renforcement de l'intégration économique, également abordé dans le rapport, ne sera pas moins délicat à mettre en oeuvre. Les recommandations économiques de la Commission européenne adressées à la France fin mai dans le cadre de son exercice de surveillance des "déséquilibres macroéconomiques" montrent que cela ne va pas sans réticence. Bruxelles conseillait notamment à Paris de ne pas augmenter le salaire minimum pour préserver la compétitivité des entreprises et de flexibiliser le marché du travail. Une analyse que ne partage visiblement pas François Hollande...

## ***Réconcilier la France et l'Allemagne***

Toutes ces évolutions de l'Union économique et monétaire nécessiteront donc un renforcement du contrôle démocratique au niveau européen, prévient le document des dirigeants des institutions européennes. Cela nécessitera notamment de mieux impliquer les Parlements nationaux dans les décisions, comme le prévoit d'ailleurs la Constitution allemande.

Tous ces chantiers seront au coeur des discussions du sommet européen des 28 et 29 juin. La France insiste sur la nécessité d'une plus grande solidarité financière entre les États, tandis qu'Angela Merkel met l'accent sur l'importance d'une plus grande intégration politique. Chacun devra faire des petits pas en direction l'un de l'autre s'il veut que les choses avancent. Les institutions européennes espèrent avoir le feu vert des chefs d'État et de gouvernement pour travailler sur leur base commune et détailler leurs propositions en octobre.